



Cités Unies France

COMPTE-RENDU DE LA MISSION DE
RENFORCEMENT DES COOPÉRATIONS
DÉCENTRALISÉES ET DU FONDS DE
SOLIDARITÉ POUR LE LIBAN



FONDS DE
SOLIDARITE
POUR LE LIBAN



De Cités Unies France avec le soutien des collectivités
territoriales françaises donatrices et de Cités et
Gouvernements Locaux Unis (GLU)

JUIN 2022

Contact: Thomas Lanvin, Chargé de mission Arménie et Méditerranée, t.lanvin@cites-unies-france.org

Une mission de plusieurs jours au Liban s'est tenue fin juin 2022 (27-29 juin) dans le cadre du fonds de solidarité de Cités Unies France ouvert en 2020 à l'attention des collectivités françaises souhaitant apporter un soutien financier aux collectivités territoriales libanaises après l'explosion du port de Beyrouth du 4 août 2020, symbole de l'état du Liban d'aujourd'hui. Ce fonds a récolté plus de 600 000 euros et, en concertation avec le comité des collectivités françaises donatrices, a permis d'étaler différents projets de soutien sur 2 ans. La mission a permis aux participants de voir l'avancée des projets de la première année, dont certains se terminent, avec de nombreuses visites de terrain et de rencontres d'élus libanais et de locaux. La délégation française était composée de 9 collectivités venues avec élus et techniciens, dont 3 conseils départementaux (Aude, Yvelines, Savoie), 2 conseils régionaux (Île-de-France, Pays de la Loire), 3 villes ou métropole (Grand Nancy, Ville de Nancy, Chambéry) et une association (Pays de Savoie solidaires). La mission a également permis à certaines de ces collectivités de présenter leurs projets de coopération au Liban. Elle a également favorisé des synergies entre collectivités françaises et libanaises grâce aux nombreuses rencontres et visites de terrain, les inspirant pour initier de nouvelles coopérations. La mission a été organisée sous le double pilotage de Mme Aurélie LE MEUR, présidente du groupe-pays Liban de Cités Unies France et 1ère adjointe au maire de Chambéry, et Mme Valérie DUMONTET, Vice-Présidente du département de l'Aude et Présidente du Fonds de Solidarité pour le Liban. Les différentes visites ont été coordonnées par Cités Unies France et le Bureau technique des villes libanaises (BTVL) qui a veillé au bon déroulement des différents projets du fonds de solidarité Liban de Cités Unies France. La mission, ouverte à toutes les collectivités françaises intéressées, a été l'occasion de constater les problématiques locales et nationales, de connaître le point de vue de l'Ambassade de France et de l'antenne de l'AFD sur la situation du Liban, d'échanger sur les thématiques prioritaires pour les collectivités libanaises, de récolter les besoins locaux libanais en parallèle des compétences des collectivités françaises et de dégager des pistes de réflexion et de coopération potentielle.

Jour 1: Beyrouth - Zouk Mickaël

Réunion à l'ambassade de France

Première réunion de notre mission, la réunion à l'Ambassade de France au Liban a permis à la présidente du groupe-pays Liban Aurélie Le Meur d'expliquer les objectifs de cette mission, de réaffirmer que la coopération décentralisée faisait sens selon les élus libanais et de présenter les participants. Valérie Dumontet, présidente du Fonds de solidarité pour le Liban, a pu expliquer les différents projets menés par ce fonds au Liban. Valérie Dumontet précise bien que ce fonds a mis en place des actions qui auront un impact et qu'il faut rester présent au Liban, appuyer pour le renforcement des municipalités libanaises et partir des territoires pour faire vivre une certaine décentralisation. Il s'agit d'affronter la pauvreté et dynamiser l'économie territoriale en travaillant de façon partenariale. Les membres de différents services de l'Ambassade (Chancellerie, service de Coopération et d'Action Culturelle, service économique, conseiller régional CDCS) et un représentant de l'AFD ont pu donner leur point de vue sécuritaire, politique et économique sur le Liban très complexe d'aujourd'hui. L'occasion a été saisie pour aborder en profondeur la relation bilatérale franco-libanaise, ses particularités, son état actuel et son avenir. Comme indiqué par l'Ambassade, le Liban a changé de visage très rapidement il y a 2-3 ans et il faut penser le changement différemment. La situation économique du Liban est très inquiétante, la crise économique libanaise étant considérée comme l'une des plus grande crise économique de l'histoire mondiale. Pour en donner une appréciation : l'inflation atteint 700%, avec le décrochage de la livre libanaise que l'on connaît depuis. L'administration libanaise tourne au ralenti à cause de cette situation, notamment à cause des pénuries de papiers et des problèmes d'électricité. La responsabilité de cette situation est à trouver dans la classe politique libanaise, qui est dans une forme de déni ou d'insouciance. Le choix politique libanais est que la population libanaise devra affronter cette situation économique difficile. Aujourd'hui, plus de la moitié de la population est sous le seuil de pauvreté, sans parler des afflux migratoires que le Liban a peiné à gérer. Le Liban est en proie à une certaine insécurité alimentaire et les services publics, notamment les hôpitaux et services de santé sont très touchés par cette situation. Les hôpitaux libanais sont endettés et les Libanais doivent verser une forte somme de livre libanaise pour être admis à l'hôpital. 100 million d'euros ont été donnés par la

France via l'AFD, y compris sur l'humanitaire. Il faut aussi compter les besoins sur l'éducation, notamment sur le développement de la francophonie, en baisse. Il convient de soutenir le réseau d'école qui ont un besoin fort en énergie et réhabilitation. Pour assurer la sécurité alimentaire au Liban, il faut relancer le secteur agricole qui a été délaissé pendant plusieurs années. Même si la préoccupation dans le domaine humanitaire est forte, il faut rester vigilant à ne pas verser dans du tout-humanitaire et à avoir une approche de développement, seule à même d'ancrer le changement dans le long terme. L'erreur serait de maintenir le Liban sous perfusion.



Réunion à l'Ambassade de France. Prise de parole d'Aurélie Le Meur

Durant cette réunion, Aurélie Le Meur a indiqué à l'Ambassade et particulièrement à l'AFD la nécessité d'œuvrer pour faire changer le Liban de statut ; le Liban ayant un statut de pays intermédiaire alors qu'il faudrait, au vu de sa situation, faire passer son statut à celui de pays prioritaire pour l'aide au développement. Sans cela, cela oblige les collectivités à faire des montages compliqués et entrave l'aide qu'elles peuvent apporter aux municipalités libanaises.

Valérie Dumontet a donné son avis sur le dispositif Ficol de l'AFD, le considérant comme un très bon outil mais très lourd en temps et RH. Prenant l'exemple du fonds de solidarité de CUF déployé au Liban et qui a l'avantage de pouvoir décaisser très rapidement et d'être rapidement mis en oeuvre, Valérie Dumontet a demandé à l'AFD s'il ne pouvait pas y avoir un outils de financement plus pratique pour les CTF comme il en existe pour les ONG. D'où la demande de la mise en place d'un autre outil expérimental plus manœuvrable ? Comme précisé par Valérie Dumontet, sans ce type d'outils, la coopération décentralisée perd en crédibilité.

Le Département de Savoie a posé une question sur les investissements en zone rouge, le Département ayant un contact dans le Nord-Est du Liban dans une zone rouge. L'Ambassade a indiqué que les zones rouges étaient au Liban, les zones où il y avait le plus d'investissements mais cela empêche en revanche les Français de s'y rendre.

Visite du futur Nafas Community Center de Karantina, très endommagé par l'explosion du 4 août 2020

Une partie du fonds de solidarité de CUF a été allouée à un projet de reconstruction urbaine avec bénéfices sociaux pour reconstruire et repenser la construction et les fonctions d'un centre communautaire détruit par l'explosion. Le projet associe de nombreux acteurs dont l'autorité locale de Beyrouth, l'Université Américaine de Beyrouth, Design for Communities (D4C) et Beiruth Urban Lab. Il se trouve à Karantina à l'intersection de 3 sous-communautés. En repensant ses fonctions, il a été considéré comme nécessaire de

le réhabiliter en un centre intercommunautaire, multifonctionnel et en un lieu de vie ouvert à tous, quel que soit le genre ou la classe d'âge.

Cette réhabilitation urbaine s'est faite en partant d'un diagnostic des besoins des riverains et une observation des pratiques socio-spatiales par de jeunes étudiants. Le futur centre assurera la connexion des 3 espaces communautaires alentours, incitera à la circulation des riverains et se divisera en plusieurs espaces dédiés à des activités très diverses:

- cuisine collective, qui sera notamment utile aux personnes ayant des difficultés à cuisiner comme les jeunes étudiants et les personnes âgées.
- espace dédié au soutien psychologique et social ouvert à tout public
- espace de discussions, salle de réunion
- espace dédié à la recherche d'emploi et à la formation (des femmes notamment, sur la commercialisation)
- formation aux réseaux sociaux, etc



Visuel du projet et partenaires



Etat des lieux du chantier. es lieux du chantier. Ouverture du mur sur l'intersection de quartiers communautaires

Le chantier rencontre quelques problématiques, notamment l'inflation et l'augmentation du prix des matériaux de construction. Le moment symbolique du projet a été l'ouverture volontaire d'un mur qui cloisonnait les communautés entre elles avant l'explosion du port.

Sur ce projet du fonds de solidarité comme sur d'autres projets de ce même fonds, Valérie Dumontet, présidente du fonds, a insisté sur le fait que le projet à Karantina est mis en œuvre grâce à une forme solide de partenariats qui peuvent continuer et donner lieux à des projets de coopération décentralisée et s'étendre à d'autres projets. Cette action du fonds de solidarité est le preuve que l'on peut agir et mettre en place des projets importants et impactants même avec peu de moyens.

Des pistes de réflexion pour conserver les acquis et dynamiques des projets ont été données, notamment une réflexion sur une réouverture du fonds, et/ou une action du groupe-pays Liban et/ou relancer la coopération dans un cadre collectif.

Accueil à la bibliothèque francophone de Zouk Mikaël, rénovée par la ville de Rueil-Malmaison. en présence du maire de Zouk Mikaël, M. Elias BEAINO, membre du Comité des Maires Libanais



Bibliothèque francophone de Zouk Mickaël

L'assemblée composée de plusieurs élus libanais et français a pu débattre du sens de la coopération décentralisée franco-libanaise. Plusieurs divergences de vue ont pu être constatées notamment sur la conception différente qu'ont les Libanais et les Français de la coopération décentralisée et de ce que devrait être son fonctionnement. Néanmoins la séance a été très riche et a permis aux participants français de mieux saisir l'organisation de la décentralisation au Liban, les prérogatives des collectivités locales et la vision de l'Etat et des municipalités sur la coopération décentralisée libanaise. Ce moment a été mis à profit pour présenter aux Français et aux Libanais les réalisations et objectifs du projet CEFOM de la Région Sud PACA et du projet SOCLE de la Région Pays de la Loire. Enfin, la place de l'environnement et des énergies renouvelables dans de potentiels futurs projets de coopération décentralisée a été discutée.

La partie libanaise a relevé un grand manque aux projets internationaux au Liban : le manque de portage direct par les maires libanais. L'accompagnement étranger est aussi un risque dans la mesure où il appelle à un certain laisser-aller ; le meilleur moyen étant de mettre en œuvre des projets qui s'inscrivent dans la subsidiarité. Des participants ont relevé qu'il y avait des fonds dédiés à l'accompagnement de la société civile mais pas aux collectivités.

Le Comité des maires libanais a indiqué avoir fait part aux autorités libanaises de leur volonté de dédier un ministère aux collectivités locales mais la chose étant rendue impossible à cause de la crise. En revanche, le Comité des maires a affirmé sa volonté de protéger le droit des municipalités.

La question environnementale a fait l'objet de plusieurs échanges, les équipes de Zouk Mickaël faisant part des problèmes environnementaux dus à une usine électrique polluante, la seule solution secondaire trouvée ayant été la plantation de zones vertes. De la même façon, le manque de stations d'épuration en ville a été souligné. Il y a 32 stations d'épuration au Liban mais la plupart ne fonctionnent pas à un rythme normal à cause du manque d'énergie.

Tripoli a fait part de sa situation : le fleuve, pollué, qui y passe crée des inondations dans les quartiers alentours. Le problème de la pollution des eaux serait résolu s'il y avait des bassins de purification de l'eau.

Journieh a partagé son expérience en réhabilitation énergétique de l'ancien siège du gouverneur ottoman (sur le territoire de la municipalité) en rénovant la charpente dégradée de ce bâtiment historique en y posant des tuiles photovoltaïques, la surface de toiture étant de 900 m² et celle des tuiles solaires de 320 m².

Aurélié Le Meur a indiqué que le groupe-pays Liban de CUF était disponible pour appuyer le projet de structuration de filières locales de production d'énergie.

Il faut permettre aux collectivités libanaises d'exploiter et gérer directement leur production d'électricité. En France, les collectivités françaises peuvent mobiliser les dispositifs de financements 1% (notamment 1% énergie) pour aider les collectivités libanaises à faire face aux problématiques énergétiques. D'où la question posée par Aurélie Le Meur sur la capacité des collectivités libanaises à créer des concession pour exploiter et vendre de l'énergie. Les collectivités libanaises n'ont pas la possibilité de vendre de l'énergie aux citoyens mais à l'Etat qui la redistribuera. Les collectivités libanaises n'ont ni l'autonomie, ni les compétences sur ces sujets. En revanche, une loi relative à la production d'énergie pourrait être mobilisée pour structurer des partenariats publics/privés.

Le projet CEFOM

Porté par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur en partenariat avec le CNFPT, le Comité des maires Libanais, le BTVL et l'AVITEM et avec l'appui financier de l'AFD, le projet CEFOM (Centre de Formation des Municipalités) répond au manque de formation et de recrutement des agents territoriaux libanais et s'adresse également aux élus. Le projet vise à instaurer une institution unique chargée de leur formation et d'offrir un cadre de formation harmonisé à l'échelle nationale, en complément de l'existant. Le CEFOM aidera les collectivités libanaises à exercer leurs compétences ce qui renforcera la stabilité du Liban. Des études permettront à ce centre d'ancrer un modèle institutionnel transparent et moderne, de penser le modèle économique et opérationnel du centre et de fixer des modules de formation adaptés aux publics visés (y compris ceux à destination du personnel formateur de l'établissement), avec accès à une plateforme numérique. Les formations pilotes débuteront en 2022 après les élections municipales avec les nouveaux élus municipaux.

Le projet SOCLE

Les collectivités territoriales libanaises font face à un manque de moyens humains, techniques et financiers pour répondre aux atteintes à l'environnement observées depuis une décennie au Liban et n'arrivent pas toutes à mettre en place les politiques publiques environnementales à même de protéger l'environnement, la qualité de l'air ou des sols et sécuriser les ressources énergétiques. Porté par la Région Pays de la Loire en partenariat avec le Comité des Maires Libanais et le BTVL, en collaboration avec les Ministères libanais de l'Environnement, de l'Intérieur et des Municipalités et avec l'appui financier de l'AFD, le projet SOCLE (Soutien Opérationnel aux Collectivités Libanaises pour l'Environnement) 2019-2021 vise à renforcer les compétences des élus, agents territoriaux et policiers municipaux dans la gestion environnementale et les énergies renouvelables. Une partie du projet est dédié à l'accompagnement des porteurs de projet libanais dans la rédaction de leurs projets environnementaux.

Jour 2: Aley - Bourj Hammound



Accueil dans un centre social d'Aley, photo du maire d'Aley et des participants français à la mission (collectivités françaises, élus de Cités Unies France, équipes de Cités Unies France et du Bureau technique des villes libanaises)

Accueil à Aley, ville de tourisme estival sur les hauteurs de Beyrouth, par le Maire d'Aley, M. Wajdi MRAD, également membre du Comité des Maires Libanais, dans une ancienne villa française réhabilitée en centre social.

Aley est une ville qui attirait 120 000 touristes par an l'été, une bonne partie restant un mois sur la ville, faisant d'Aley un véritable centre estival. Aujourd'hui la fréquentation touristique accuse une forte dépression.

La matinée a fait l'objet de plusieurs échanges. Le projet SODEL a été présenté, projet mis en œuvre les départements des Yvelines, de l'Aude et de la Seine-Maritime. Ce projet vise depuis plusieurs années à améliorer la qualité de vie des habitants (environnementale et économique notamment) tout en fondant la dynamique des projets par le renforcement des collectivités locales libanaises face aux multiples crises (économiques, financières, crise du COVID-19, crise de l'emploi). Le projet prend une orientation sociale depuis que le domaine du social est considéré comme prioritaire par les collectivités libanaises et il poursuivra son œuvre sur la solidarité publique et l'employabilité des jeunes. La présentation du projet a insisté sur la dimension "gouvernance", le projet étant, rappelons-le, l'occasion de renforcer les collectivités libanaises et de mettre l'accent sur l'acquisition du savoir-faire en évaluation de l'action publique locale.

Les participants ont pu échanger sur les enjeux et les besoins identifiés pour des coopérations décentralisées, particulièrement dans le domaine du social, du développement économique local, de l'emploi des jeunes et de la participation citoyenne.

La principale question était celle portant sur les compétences et moyens des collectivités libanaises, limités par la loi, pour agir sur la pauvreté, sans compter sur les carences de rémunération aux fonctionnaires des municipalités. Les collectivités françaises ont des dispositifs de solidarités sociales. Une réflexion a été menée pour penser la retranscription de ces dispositifs au prisme des spécificités des collectivités libanaises. Valérie Dumontet a fait part d'un guide qui a été écrit à ce sujet. Cet exercice permettra aussi en France de réfléchir à nos propres politiques publiques et trouver au prisme de la situation libanaise de nouveaux moyens de faire face à la pauvreté. Un certain nombre d'indicateurs sont ressortis.

Valérie Dumontet, forte de plusieurs années d'expérience dans la mise en œuvre de projets de coopération décentralisée au Liban, a salué la grande capacité de résilience au Liban et du regain et de la capacité de se relever qu'elle a pu observer et sentir.

La Vice-présidente du Département des Yvelines, Marie-Hélène Aubert, a présenté le projet Solidarité publique et économie locale (SODEL), un projet porté par un consortium de collectivités françaises dont le Département des Yvelines et celui de la Seine-Maritime. Sous le portage du département des Yvelines, le projet SODEL est déployé sur 11 communes et 3 fédérations et met en œuvre des actions sur le tourisme, la jeunesse et l'assainissement. Le département de la Seine Maritime sera le chef de file de cette nouvelle édition du SODEL pour cette fois-ci accompagner les collectivités libanaises sur le social, la solidarité publique et l'employabilité des jeunes. L'occasion sera donnée pour renforcer les collectivités libanaises dans leur gouvernance, participer à l'accompagnement des citoyens et évaluer l'action publique ; évaluation dont l'importance n'est pas à sous-estimer. Finalement, ce projet explore aussi les voies de la relance du Liban et montre également que le renouveau au Liban viendra du local.

Le Maire d'Aley a fait part des difficultés rencontrées par le domaine hospitalier sur son territoire, rappelant que des libanais sont presque obligés de vendre leur logement pour soutenir les frais hospitaliers. Les élus français répondent que ce type de soutien sera permis si le Liban est classé dans la catégorie « pays prioritaire » à l'aide publique au développement.

Plusieurs participants relevant que les petites municipalités sont les oubliées de la coopération décentralisée, Aurélie Le Meur indique qu'il faudra permettre la mobilisation de petites collectivités françaises qui n'ont pas les moyens mais l'envie de coopérer avec des collectivités libanaises de taille semblable. Cette question devra être approfondie.

Reprenant les éléments de la réunion, Valérie Dumontet note le caractère prioritaire du développement de l'agriculture et indique que CUF a lancé deux Clés en main sur le thème de la sécurité alimentaire. Il s'agira de voir les conclusions que l'on pourra en tirer. Valérie Dumontet a insisté sur la pertinence de travailler en consortium au Liban, méthode à même de démultiplier les moyens et les compétences. La coopération décentralisée s'oriente d'ailleurs vers des projets de plus en plus collectifs. De plus, chaque acteurs et collectivités y trouverait de la valeur ajoutée, cela participe aussi à la progression des collectivités et ça a la vertu de dépasser les clivages politiques tout en se concentrant sur l'apport aux citoyens.



Accueil à la municipalité de Bourj Hammoud par M. Mardik BOGHOSSIAN, Maire de Bourj Hammoud : ville périphérique de Beyrouth très touchée par l'explosion du port en 2020, située le long des côtes méditerranéennes, connue pour son importante communauté arménienne et connaissant un appauvrissement significatif.

Le projet d'appui aux familles défavorisées de Bourj Hammoud (69 familles concernées) dans le cadre du Fonds de solidarité de CUF - projet réalisé en concertation avec la municipalité de Bourj Hammoud et les riverains - a été présenté et salué par ces derniers. La réalisation du projet s'est faite avec le souci du respect de la dignité des receveurs, pouvant faire leurs propres choix d'achats et avoir accès à des appareils électroniques (ordinateurs) et à des vêtements neufs pour la première fois dans ces deux cas.

Une visite dans un centre d'aide à l'enfance et un goûter avec les enfants se sont tenus. Nous avons pu entendre des témoignages de femmes engagées dans l'aide à l'enfance et des témoignages de parents et familles ayant bénéficié du fonds de solidarité pour retrouver de la dignité dans le paysage économique dévasté du Liban, où de nombreuses familles font face aux difficultés économiques.

Rappelant les objectifs de la délégation française, Aurélie Le Meur a précisé que cette mission était là pour susciter de nouvelles coopérations. Le fonds de solidarité a mis en œuvre des actions sur les secteurs touchés par l'explosion du port de Beyrouth en août 2020 mais aussi sur les conséquences indirectes de l'explosion et des crises libanaises.



Réunion à la municipalité de Bourj Hammoud



Beaucoup plus de femmes travaillent pour les municipalités libanaises depuis les démissions en série de la fonction publique au Liban. Au centre, la cheffe de la police locale.



Remise des diplômes aux participantes au projet du fonds de solidarité.



Bourj Hammound est une collectivité indépendante de Beyrouth très touchée par l'explosion. La ville comprend une population appauvrie. La municipalité a relevé qu'il y avait beaucoup d'ONG qui oeuvraient sur le territoire de la municipalité mais sans concertation entre elles ou avec la municipalité. Le Maire de Bourj Hammound a eu un discours de vérité, se confiant sur la faiblesse inattendue de la municipalité face à la crise ; la municipalité ne récoltant que 3% du budget normal. Faisant part de son besoin d'expertise française, il a montré sa forte volonté malgré les problèmes connus par sa ville.

Indiquant les effets du projet du fonds de solidarité de CUF, la municipalité a indiqué le retour de la population vers la municipalité ; cette dernière est désormais plus souvent sollicitée par les citoyens sur les difficultés du quotidien.

Jour 3: El Qrayeh – Saïda

Accueil à la municipalité de El Qrayeh par M. Maroun ANTOUN Maire de El Qrayeh.



Réunion dans un local de la municipalité d'El Qrayeh, avec les équipes de la municipalité

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'un projet réalisé avec la Municipalité d'El Qrayeh grâce au fonds de solidarité Liban de CUF dont le troisième axe portait sur l'aide à l'éducation dans le contexte d'une crise économique offrant moins de chance aux élèves la subissant et dans celui d'une pandémie qui a éloigné les élèves de l'école. Les échanges ont débuté par la présentation de ce projet. Comme pour les autres projets du fonds de solidarité, le recours aux municipalités les a aidé à affirmer leur rôle dans la vie publique. Des étudiants ont été rémunéré pour faire du soutien scolaire aux collégiens. Les consultations citoyennes, l'implication d'unités de concertation citoyennes, des parents et des élèves ont fait que la solidarité, les efforts et les résultats se sont développés bien au-delà des projets. L'implication particulière de la municipalité a

renforcé son rôle d'interlocuteur des politiques publiques auprès des parents ou du directeur d'école, a contrario des précédentes observations.

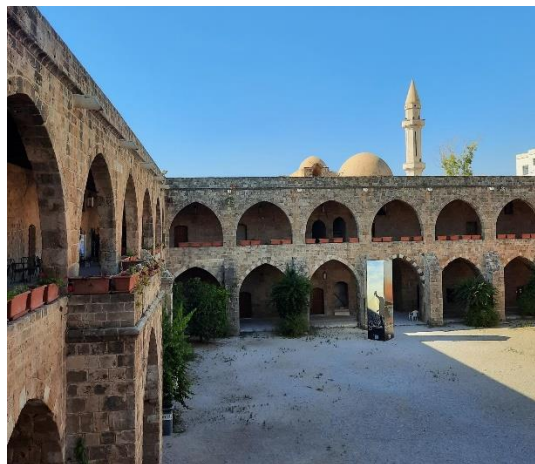
Accueil à la municipalité de Saïda, par M. Mohamed EL SAOUDI, Maire de Saida et membre du Comité des Maires Libanais.



Coucher de soleil sur le front de mer de Saïda. Entrée du souk de la ville.

Réunion à Saïda avec l'équipe municipale. Saïda, ville vieille de 6000 ans avec un très beau patrimoine, porte d'entrée du Sud Liban, troisième ville en nombre d'habitants après Beyrouth, est réputée pour être une ville de brassage des peuples. Un des plus grands camps au monde de réfugiés palestiniens s'y trouve. La municipalité a adopté les ODD pour ses politiques publiques mais rencontre des difficultés à les réaliser. La municipalité est néanmoins très active et réhabilite son cœur historique, encadre le nettoyage citoyen des plages, intègre les jeunes dans les prises de décisions et renforce l'autonomie des femmes. La municipalité travaille avec plusieurs partenaires (ONG, PNUD, etc) mais souhaite davantage un appui direct que des actions ponctuelles.

Rencontre avec l'association DPNA (Development for People and Nature Association) à Saïda dans les locaux de l'Institut français de Saïda. Réunion organisée par l'ambassade de France.



Institut français de Saïda

L'ONG DPNA (Development for People and Nature Association) est une ONG spécialisée œuvrant à l'acquisition d'une citoyenneté active reposant sur l'exercice des droits civiques et sur les principes du développement durable. Elle joue un rôle social important au Liban et exerce plusieurs rôles: aide à la formation professionnelle, développement du leadership des jeunes, soutien à la société civile, aide à la cohésion sociale et promotion d'une culture de la paix.

Conclusion

Cette mission d'exploration des projets de coopérations décentralisées françaises au Liban, qu'il s'agisse des projets portés par Cités Unies France ou de ceux mis en œuvre par plusieurs collectivités françaises accompagnatrices, nous a permis de mieux saisir les problématiques nationales, les besoins locaux et surtout l'adaptation des collectivités libanaises face aux crises touchant le Liban. Nous avons pu dresser plusieurs constats. Les collectivités locales libanaises, qui manquent cruellement de moyens financiers et humains, sont le dernier rempart qui assurera la stabilité du Liban, d'où la nécessité de les associer de près aux divers projets, qu'ils soient portés par des ONG, des institutions onusiennes, des fonds internationaux ou des collectivités étrangères. Ce plaidoyer doit être porté par tous les acteurs de la coopération décentralisée. Nous avons également pu constater que les femmes prenaient une grande importance dans la vie et les projets municipaux et que beaucoup d'entre elles, même très jeunes, mettaient leurs compétences au service de la vie municipale en comblant le vide (humain et financier) laissé par les crises. Les projets menés par le fonds de solidarité de Cités Unies France ont été salués par tous ceux qui les ont encadrés ou dirigés. Les collectivités libanaises comme leurs administrés ont salué le principe de consultation et d'association utilisé pour la mise en place et le déroulement des projets, retrouvant de la dignité et une place dans la vie et l'espace public que les crises ont détruit. Il faut repositionner les collectivités libanaises au centre des projets menés sur leurs territoires et les conforter dans le rôle de décideurs et de coordinateurs qui leur revient. Les résultats ont montré que les citoyens accordaient à nouveau plus de confiance et de proximité avec les équipes municipales. A terme, les projets doivent viser l'autonomie des collectivités et la pérennité des actions menées. Le manque de coordination entre ONG et associations et entre celles-ci et les pouvoirs locaux ont été observés. Les actions des acteurs associatifs et non gouvernementaux gagneraient en efficacité si elles étaient pilotées et coordonnées par les collectivités locales, renforcées dans l'exercice de leurs compétences.

La mission a débouché sur des dynamiques très positives pour le groupe-pays Liban, notamment le fort intérêt porté par les collectivités françaises à se structurer en consortium dans des projets au Liban, ce afin d'apporter davantage de plus-value aux actions menées et en prenant en compte qu'il existe déjà des projets de coopération décentralisée au Liban réunissant plusieurs collectivités libanaises. Les collectivités françaises venues au Liban aux côtés de Cités Unies France ont manifesté l'envie de davantage travailler ensemble sur la coopération décentralisée au Liban et de donner des suites au fonds de solidarité pour le Liban par un travail en concertation, notamment sur les questions énergétiques. Les collectivités françaises participant à la mission et n'ayant pas de coopérations au Liban se sont inspirées des projets montrés et discutés et des problématiques et besoins locaux pour nouer de nouvelles coopérations.